

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 69 (1928), p. 229-236

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1928__69__229_0

© Société de statistique de Paris, 1928, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 7-8-9. — JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE 1928

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 JUIN 1928

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. HENRY TRUCHY, PRÉSIDENT.
ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DES 18 AVRIL ET 16 MAI 1928.
NÉCROLOGIE.
NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.
ATTRIBUTION DU PRIX BOURDIN.
COMMUNICATION DE M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES.
COMMUNICATION DE M. LE BARON CHARLES MOURRE : « LES MÉTHODES RÉCENTES DE PRÉVISION DES
CRISES AUX ÉTATS-UNIS »

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. HENRY TRUCHY, PRÉSIDENT.

La séance est ouverte à 21 heures, sous la présidence de M. Henri TRUCHY Président.

ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DES 18 AVRIL ET 16 MAI 1928.

M. le Président met aux voix l'adoption des procès-verbaux des séances du 18 avril, inséré dans le Journal de mai, lequel n'avait pu paraître pour la dernière séance, et du 16 mai, inséré dans le Journal de juin. Ces procès-verbaux sont adoptés sans observation.

NÉCROLOGIE.

M. le Président a la douleur de faire part à la Société du décès de nos collègues : M. John-Henri DAL PIAZ, ancien Président, Président du Comité Central des Armateurs de France, de la Compagnie Générale Transatlantique, de l'Académie de Marine, et de M. Henri ESTIER, Vice-Président de la Banque des Pays du Nord.

« Notre Société est cruellement éprouvée cette année. Quelques mois après YVES-GUYOT, DAL PIAZ ! Deux grands travailleurs et deux grands serviteurs du Pays.

M. DAL PIAZ était devenu membre de la Société de Statistique de Paris en 1896. Il a été notre président en 1926, et il a exercé sa présidence avec cette bonne grâce souriante, cette simplicité et cette aménité qui étaient des traits marquants de son caractère. Sauf en cette année 1926, où il a rempli ses fonctions présidentielles avec la ponctualité et la conscience qu'il apportait en

toutes choses, sa vie était trop complètement absorbée par des tâches multiples et graves pour qu'il lui eût été possible de prendre une part active à nos travaux.

Vous savez quelle est son œuvre et comment, entré à vingt-trois ans, en 1888, à la Compagnie Générale Transatlantique comme très modeste employé, il en avait, poussé par son seul mérite, gravi rapidement les degrés et était enfin devenu, en 1920, président du Conseil d'administration de cette grande affaire, en remplacement de Charles Roux. Bien d'autres entreprises avaient fait appel à la sûreté de son jugement, à sa vue nette des réalités, à sa puissance de travail. Avec les tâches à remplir, les honneurs étaient venus à lui. Il était président du Comité central des Armateurs, président de l'Académie de Marine. Le Gouvernement l'avait fait, au début de cette année, grand-croix de la Légion d'honneur.

Les articles que la grande presse parisienne lui a consacrés ces deux jours-ci, avec une unanimité dans l'éloge et une qualité d'émotion qui sont le plus bel hommage rendu à sa mémoire, insistent presque tous sur ce que DAL PIAZ fut un animateur. C'est bien le mot qui le peint le plus exactement. Il était de la race des créateurs, il a communiqué une vie intense à toutes les affaires dont il s'est occupé, je ne dis pas seulement à la Compagnie Générale Transatlantique, mais aussi, par exemple, à ce tourisme nord-africain qui a si grandement contribué à faire connaître notre empire de l'autre rive méditerranéenne. Il avait le goût des nouveautés hardies; les derniers paquebots qu'il a lancés sont parmi les plus beaux qu'il y ait sur les océans, et j'ai encore devant les yeux la somptuosité de cet *Ile-de-France*, que j'ai visité l'an dernier, avant son premier départ pour New-York et qui est vraiment une merveille de l'architecture maritime.

Les hommes d'affaires, à une certaine hauteur d'esprit et de caractère, ont une étendue de vision qui leur fait dépasser, dans la gestion des entreprises qui leur sont confiées, l'horizon étroit des profits à gagner et des dividendes à distribuer; ils sont en communion avec les intérêts généraux du pays. Ce sentiment des intérêts généraux, DAL PIAZ l'avait profondément; il était, et je donne à ces expressions toute leur force, un bon et grand citoyen. La Société de Statistique de Paris ressent douloureusement la perte qu'elle vient de faire »

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.

M. le Président annonce que les candidatures présentées dans la dernière séance n'ont soulevé aucune observation. En conséquence, MM. CLÉRY, Francis DULAC, GAILLARD, GUÉBIN, MÉRARD, MISSIR, WEBER sont nommés membres titulaires.

D'autre part, M. le Président fait savoir qu'il a reçu les demandes d'admission suivantes, au titre de membres titulaires :

M. Gaston BERGE, avocat, 62 rue Saint-Lazare (9^e), présenté par MM. Hamon et Barriol.

M. Pierre BONNETEAU, inspecteur-rédacteur principal à la 2^e Direction des Contributions directes de la Seine, 1, rue des Feuillantines (5^e), présenté par MM. Hamon et Barriol.

M. Ferdinand COTTIN, ancien élève de l'École Polytechnique, directeur de la Prévoyance-Vie, 23, rue de Londres (9^e), présenté par MM. Hamon et Barriol.

M. Robert COTTIN, ancien élève de l'École Polytechnique, membre de l'Institut des Actuaire français, 8, rue Étienne-Jodelle (18^e), présenté par MM. Hamon et Barriol.

M. DE CHERGÉ, secrétaire général de la Compagnie d'assurances Générales-Vie 87, rue de Richelieu (2^e), présenté par MM. Hamon et Barriol.

M. Jean DELMAS docteur en droit, secrétaire général de la Préservatrice, 18, rue de Londres (9^e), présenté par MM. Hamon et Barriol.

La SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE STATISTIQUE ET DE COMPTABILITÉ AUTOMATIQUES, 15, boulevard Richard-Lenoir (11^e), présentée par MM. Marcel Jacob et Barriol.

M. Michel MITZAKIS, docteur ès sciences économiques et politiques, adjoint à l'Inspection de la Banque de France, détaché aux Études économiques, 11, rue Servandoni (6^e), présenté par MM. Payelle et Barriol.

M. Maurice POCHET, sous-directeur de la Prévoyance-Accidents, 23, rue de Londres (9^e), présenté par MM. Hamon et Barriol.

M PARENT, chef du Bureau des Titres des Chemins de fer de l'État au Ministère des Finances, présenté par MM. Barriol et Picquet.

Conformément aux précédents, M. le Président, d'accord avec le Conseil, pense que la Société pourrait se prononcer immédiatement sur ces candidatures.

Aucune objection n'étant présentée, MM. BERGE, BONNETEAU, Ferdinand et Robert COTTIN, DE CHERGÉ, DELMAS, la SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE STATISTIQUE ET DE COMPTABILITÉ AUTOMATIQUES, MM. MITZAKIS, POCHET et PARENT sont nommés membres titulaires.

ATTRIBUTION DU PRIX BOURDIN.

M. le Président donne la parole à M. Gaston CADOUX, rapporteur de la Commission chargée d'attribuer le prix Bourdin, qui lit le rapport proposant l'attribution de ce prix pour la période 1925-1927 à M. Marcel MOINE.

Ce rapport est inséré en annexe au présent procès-verbal.

M. le Président remet la médaille Bourdin à M. MOINE.

M. MOINE remercie la Société de l'honneur qui vient de lui être fait et ajoute : « Ma reconnaissance toute particulière est adressée à M. Georges RISLER et à M. BARRIOL, qui ont bien voulu m'introduire dans la Société, ce qui me fait le plus grand honneur. »

COMMUNICATION DE M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES.

M. le Secrétaire général annonce qu'il a reçu pour la Société un certain nombre d'ouvrages dont il donne l'énumération.

Il fait une mention spéciale de l'ouvrage suivant :

ITALIE : *Relazione sull'organizzazione e sull'attività dell'Associazione con speciale riferimento all'anno 1927*, de M. MASSARELLI.

COMMUNICATION DE M. LE BARON CHARLES MOURRE : « LES MÉTHODES RÉCENTES DE PRÉVISION DES CRISES AUX ÉTATS-UNIS ».

M. le Président donne la parole à M. le baron MOURRE pour le développement de sa communication, dont le texte sera inséré dans un prochain numéro du Journal.

M. MOURRE dit que pour arriver à une prévision exacte des crises, il est nécessaire d'avoir une théorie des crises.

Théorie des crises, méthode de prévision des crises, le Comité de l'Université Harvard, qui s'est spécialisé aux États-Unis dans l'étude des crises, a eu l'une et l'autre.

Le Comité Harvard explique les crises par l'épuisement des réserves monétaires à la suite de prix plus élevés et d'un volume d'affaires augmenté. Le pouvoir d'achat des spéculateurs et du public se trouvant diminué, une crise éclate.

Cette théorie n'est pas nouvelle; elle avait été depuis longtemps esquissée par divers auteurs, anglais, belges, allemands, et américains, mais c'est en France qu'elle reçut sa forme la plus complète par M. Colson, en 1903. M. MOURRE rappelle qu'il a aussi longuement développé cette théorie, tant au point de vue descriptif qu'au point de vue causal, antérieurement au Comité Harvard, en mai 1914 (Réforme sociale).

La méthode employée par Harvard pour prévoir les crises est basée sur l'observation de trois courbes : la courbe C (monnaie), qui est celle du taux du papier commercial, amène la baisse de la courbe A (spéculation) qui est celle des actions et des clearings de New-York. La courbe B (affaires), qui représente l'indice des prix de gros et les clearings provinciaux ne baisse qu'après la courbe A.

M. MOURRE rappelle que cette méthode de prévision est identique dans ses grandes lignes à celle qu'il avait antérieurement préconisée en avril 1913 (*Journal de la Société de Statistique*) et en mai 1914 (*Réforme sociale*).

Toutefois, le Comité Harvard y a ajouté quelques traits nouveaux. Il groupe en une courbe unique plusieurs phénomènes dont il a constaté le synchronisme. Ce synchronisme n'étant qu'approximatif, la réalité est ainsi déformée.

En outre, le Comité Harvard élimine la variation de longue durée et la variation saisonnière.

Certains phénomènes économiques subissent un pourcentage moyen d'augmentation ou de déclin annuel. Il en est ainsi, par exemple, de l'indice du prix des marchandises qui, pendant de longues années, hausse ou baisse sous l'influence des variations du pouvoir d'achat de la monnaie. C'est ainsi que depuis 1897 les prix aux États-Unis ont doublé. Il peut être intéressant de supprimer dans un graphique cette influence perturbatrice. Si on y réussit, il ne restera plus dans le phénomène observé que ses variations cycliques dues aux crises et ses variations accidentelles.

M. MOURRE fait remarquer que cette élimination de la ligne de longue durée est délicate et n'est pas d'une grande utilité pour la prévision des crises.

Le Comité Harvard a également éliminé l'influence des variations saisonnières qui se reproduisent régulièrement à certaines époques de l'année, telles que, par exemple, la hausse du papier commercial aux États-Unis à l'automne. C'est sans doute une correction intéressante, mais le Comité de l'Université Harvard a eu le tort de n'utiliser, la plupart du temps, que des graphiques où la variation saisonnière est éliminée. On n'a pas le droit de supprimer un phénomène sous prétexte qu'il est temporaire.

Le conférencier fait remarquer que la méthode de prévision des crises au moyen de la monnaie est une méthode à indice simple, très supérieure, à son avis, aux méthodes à indices multiples.

Ces dernières peuvent être souples ou rigides. Si elles sont souples, le statisticien consultera les divers indices, tiendra compte des circonstances, de l'ambiance, de l'état des esprits et tirera des conclusions qui varieront avec le temps et le lieu.

Cette méthode, maniée par des mains habiles, pourra donner d'utiles indications, mais elle restera toujours personnelle; elle ne vaudra que par celui qui l'emploiera. Ce sera de l'art, plutôt que de la science.

Au contraire, le partisan de la méthode rigide voudra fixer ses résultats au moyen d'un chiffre. Il affectera les indices de coefficients et construira ainsi un baromètre de la situation, sur un modèle toujours identique. Mais la détermination de ces coefficients est livrée à l'arbitraire et la rigidité de la méthode empêche d'en relever les erreurs d'appréciation, qui sont fréquentes.

La méthode qui prévoit les crises au moyen de la situation monétaire est, au contraire, la meilleure; elle est d'un emploi facile et s'appuie sur l'observation de la cause même de la crise. C'est une méthode rigide, à indice simple.

Aux États-Unis, M. Karsten a essayé de prévoir les crises, non pas au moyen de la situation monétaire, mais au moyen de l'indice des prix.

Théoriquement, cette prévision est possible. Les trois courbes A, B, C sont fonctions les unes des autres. Si les prix des marchandises et des actions montent, c'est que les réserves monétaires se vident. On peut donc considérer indifféremment la hausse des prix ou la baisse des réserves monétaires.

L'affaiblissement des réserves monétaires est en effet non seulement causé par la hausse des prix de gros, mais aussi par celle des prix de détail, des sa-

laïres, des capitaux fixes, etc..., par l'augmentation du volume des affaires. En observant les prix, on ne voit donc qu'un des facteurs de la situation; en examinant la situation monétaire, on les connaît tous, puisque tous viennent se pondérer en elle.

En outre, les variations des prix de gros sont en général, sauf dans la crise de 1920, très petites; elles ne sont connues que par les industriels dont la publication est tardive. Le papier commercial a, au contraire, des variations de l'ordre de grandeur de 100 % et il est coté dans les journaux quotidiens. Enfin il est nécessaire, pour se servir des prix comme indice de la situation, d'éliminer la tendance de longue durée. Cette correction est une source d'erreur.

M. MOURRE termine sa communication en concluant que la prévision des crises en atténuera l'intensité.

M. le Président remercie M. le baron MOURRE pour sa communication si documentée.

DISCUSSION

M. le Président donne ensuite la parole à M. DESSIRIER :

« La communication de M. le baron MOURRE, qui touche sans doute à deux des plus belles questions de l'économie politique : la théorie des crises et les méthodes de prévision économique, soulève un certain nombre de problèmes des plus intéressants, que je ne pourrais avoir la prétention d'examiner ici. Sur un point particulier, à propos de la corrélation entre les mouvements des valeurs mobilières et ceux des prix, notre collègue a attiré fort justement l'attention sur la nécessité de faire porter l'examen sur divers pays et sur des périodes suffisamment étendues, et notamment avant la guerre. Il est certain que, dans la période d'après-guerre, les mouvements des prix ont été souvent très brusques et très profonds, et en partie imprévisibles, en raison notamment des fluctuations monétaires désordonnées survenues en divers pays. C'est une des raisons pour lesquelles on constate généralement, après la guerre, pour plusieurs pays, la coïncidence assez exacte des maxima des prix et des valeurs à revenu variable. Avant la guerre, aux États-Unis, si l'on se réfère aux indices mensuels des prix et des valeurs mobilières établis par le *Harvard Economic Service* (pour les prix, indices trimestriels depuis 1859, mensuels depuis 1890; indices mensuels pour les actions industrielles depuis 1872; voir notamment les graphiques de la *Review of Economic Statistics*, octobre 1926, p. 176 et 185), il semble qu'aucune règle générale tout à fait précise ne puisse être indiquée. Il y a parfois coïncidence assez exacte entre les maxima des prix et des valeurs, et, plus généralement, les maxima des valeurs précèdent ceux des prix d'un certain nombre de mois, nombre variant de 2 à 8 ou davantage. On ne sera pas surpris que la Bourse prévoie généralement à l'avance les baisses importantes des prix et prenne ses dispositions en conséquence. En France, on ne dispose pas, à ma connaissance, d'indices mensuels pour une période étendue avant la guerre; voici toutefois quelques constatations pour deux périodes particulières : lors de la crise de 1907-1908, les valeurs à revenu variable ont culminé en février 1907 et ont marqué ensuite une chute rapide; en février 1907, les prix étaient parvenus à un niveau extrêmement élevé, mais ont continué encore à progresser jusqu'en juillet, après quoi commence leur chute profonde; la baisse boursière a précédé très nettement le déclenchement de la crise. Pour la période 1912-1913-1914, où s'est placé un ralentissement économique assez net vers la fin de 1913, mais dont le caractère réel de crise ne peut être clairement apprécié en raison du déclenchement de la guerre mondiale, les prix ont accusé un maximum très marqué en juin 1912 et ont baissé ensuite d'une façon presque continue jusqu'en décembre 1913; les valeurs à revenu variable, au milieu de fluctuations assez désordonnées, ont touché leur maximum en septembre 1912 seulement (hausse de 11 % environ par rapport au niveau moyen de 1911), se sont maintenues à des niveaux élevés jusqu'en avril 1913, et, après un premier fléchissement important vers le milieu de 1913, ont accusé une chute con-

tinue et très rapide à partir de novembre (baisse de 11 % en mars 1914 par rapport au maximum de septembre 1912, 13 % en juin); bien entendu, dès la fin de 1913, les menaces politiques en Europe ne sont pas étrangères au pessimisme boursier. En résumé, l'influence du mouvement des prix est généralement très marquée sur le niveau des valeurs à revenu variable, et celles-ci prévoient généralement, mais non point toujours, le renversement d'allure des prix un certain nombre de mois à l'avance. Aucune règle rigide ne semble pouvoir être indiquée ici; à notre sens, chaque oscillation économique doit être examinée d'après ses conditions et ses caractères propres, à l'aide d'une documentation suffisamment étendue. Réduire l'observation ou la prévision économique à l'examen de quelques éléments, en attribuant à certains d'eux une valeur de causalité presque exclusive, nous paraît contraire à la complexité réelle et à la nature même des phénomènes étudiés. »

M. LESCURE déclare apporter son adhésion aux réserves précisées par M. DESSIRIER, touchant les baromètres économiques, et notamment la prévision des crises au moyen de trois courbes : A, B, C, le mouvement de l'une devant permettre de prévoir l'évolution de l'autre. La vie économique est trop complexe pour pouvoir être représentée par des courbes en nombre aussi réduit. Il y a là une erreur du même ordre que celles que commettrait un médecin en se bornant à prendre la température de son malade et à procéder à deux ou trois analyses. En réalité, l'économie politique, comme la médecine, comme la biologie, doit multiplier les observations, interroger les divers organes de la vie économique avec le plus grand soin et le plus grand détail. A une méthode séduisante et commode par sa simplicité, on doit préférer une méthode complexe. Et les conclusions qu'elle autorise doivent elles-mêmes être présentées avec les plus grandes réserves. Car, s'il est des symptômes incontestables des crises, il est très délicat de préciser le moment exact où une période d'essor se convertit en une période de crise et de dépression. La science ne peut rien gagner à apporter des prévisions bientôt démenties par les événements.

Or, c'est justement l'aventure qui arrive aujourd'hui aux méthodes de prévision simples. L'Institut allemand des crises (Konjunktur) vient d'abandonner dans ses derniers fascicules la méthode des trois courbes. La grande enquête anglaise du « Committee on trad and Industry » condamne à son tour formellement et vigoureusement les soi-disant baromètres économiques.

Parmi les indices susceptibles, en France, d'être utilisés, il en est un qui paraît à M. LESCURE fort intéressant : les dividendes des sociétés taxées chaque année à l'impôt sur le revenu. Et l'on doit regretter l'interruption de la publication de ce chiffre. La courbe de ce *total* épouse avant-guerre de façon très satisfaisante l'allure des autres indices. Elle touche son maximum l'année où la crise éclate. Or, comme on distribue en 1882 les bénéfices réalisés en 1881, cet indice tendrait à laisser croire que les bénéfices des sociétés fléchissent un an environ avant l'arrivée de la crise. N'y a-t-il pas là dès lors une explication de la baisse des actions, qui précise et devance avant-guerre les crises? Les résultats bénéficiaires des sociétés ne sont pas secrets pour tout le monde; et dans la baisse des actions, tout ne serait peut-être pas dû au « flair » des spéculateurs. N'y a-t-il pas là aussi un argument en faveur de la théorie, qui croit que la crise s'explique par de moins bonnes perspectives de profit, doctrine adoptée par la récente enquête anglaise du « Committee ».

Il paraît enfin difficile d'admettre l'explication monétaire des crises. On peut même renverser la proposition : le mouvement économique commande à celui de la monnaie et non l'inverse. La monnaie est désormais dotée de l'élasticité. En cas d'essor économique, on crée des billets, des dépôts. La rareté de la monnaie, ou, plus exactement, la cherté du crédit ne sont guère qu'un élément de l'élévation des frais de production, où l'on peut sans doute apercevoir la vraie cause des crises, cause complexe, à étudier à l'aide d'indices nombreux

et complexes. L'état de la métallurgie (prix, commandes, production) mérite à cet égard la plus sérieuse attention. Et la méthode des trois courbes ne saurait faire oublier ce symptôme excellent des crises.

On hasarde de perdre en voulant trop prouver.

Pour M. René PUPIN, l'importance incontestable du taux de l'escompte et de l'évolution du marché monétaire ne doit pas faire oublier d'autres éléments qui permettent de prévoir les crises, dans la période dite de prospérité, laquelle ne correspond le plus souvent qu'à une prospérité factice.

Les trois éléments essentiels à considérer sont les suivants :

1^o *Le niveau des prix et des valeurs* (depuis dix à quinze mois);

2^o *La consommation apparente* (débouchés) *et la consommation réelle* ;

3^o *La position monétaire, les variations de l'escompte et du taux des avances.*

Avant de devenir une « cause », une cause très agissante, sans doute, la hausse de l'escompte et du taux des avances est un « effet » : elle résulte des excès de la spéculation sur les valeurs ou sur les marchandises. Or ces excès se mesureront à la courbe des prix avant d'être nettement signalés par les avertissements monétaires qui arrivent toujours trop tard : on dit alors que le resserrement de crédit détermine la crise, ce qui manque d'exactitude, car celle-ci existait à l'état latent; elle était inévitable. Les deux facteurs précités attestent la présence du danger; le troisième l'affirme lorsqu'on ne peut plus, sinon difficilement, se dérober à ses atteintes.

Les crises économiques se préparent et se dénouent dans un temps relativement court, la période de gestation variant de six à douze mois : elles résultent d'une rupture d'équilibre entre l'offre des utilités et la capacité d'achat ou le désir d'acquérir des consommateurs, à la suite d'une hausse incompatible avec l'économie générale.

Répondant à M. PUPIN, qui avait dit que la situation monétaire était l'*effet* de la spéculation et non la *cause* des crises, M. MOURRE fait remarquer qu'elle est bien un effet, mais que c'est une erreur de dire qu'elle n'est pas cause. Elle est, certes, dans une certaine mesure, l'effet de la spéculation, mais en affaiblissant le pouvoir d'achat des spéculateurs, elle agit comme cause. La spéculation est en partie la cause première de la crise, la pénurie monétaire est sa cause seconde ou immédiate. Il est logique et pratique dans la prévision des crises de considérer surtout cette cause immédiate de la crise.

M. le Président remercie à nouveau M. le baron MOURRE et les collègues qui ont vivement animé la présentation de cette question si complexe qu'aucune loi, jusqu'à ce jour, n'a pu la contenir en entier.

La séance est levée à 23 heures.

Le Secrétaire général,
A. BARRIOL.

Le Président,
H. TRUCHY.

II

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL,

Rapport présenté au nom de la Commission du Prix Bourdin par M. Gaston CADOUX

MES CHERS COLLÈGUES,

L'attribution du prix institué grâce au legs fait à notre Société par le Dr BOURDIN, qui en fut président en 1881, a eu lieu pour la première fois en 1889. Ce

prix consiste en une médaille à décerner tous les trois ans par le Conseil de la Société, sur la proposition d'une commission spéciale, à l'auteur du travail jugé le plus intéressant ayant été publié dans le *Journal de la Société de Statistique de Paris* au cours de cette période de trois années (1).

Aux termes du testament, cette attribution de la médaille comme prix du concours, ainsi institué n'est assujettie à aucune autre condition. Néanmoins, s'est établie une tradition, instituée par votre Conseil, de laquelle sont nées certaines règles destinées à faciliter les choix de la Commission et la tâche de son rapporteur.

Votre Conseil a tout d'abord admis que les auteurs d'études ou de communications, lauréats de ce prix, ne participeraient plus aux concours ultérieurs. On a également décidé que ne pourraient pas être désignés comme lauréats les anciens présidents et vice-présidents de la Société ni les membres de son Bureau.

C'est en observant les règles issues de cette tradition que votre Commission a écarté de son examen un assez grand nombre d'articles originaux publiés dans notre Journal au cours des années 1925, 1926 et 1927, qui, sans cela, seraient entrés en ligne.

Les autres études publiées au cours de ces trois années témoignent, comme celles écartées par leur valeur et leur intérêt, de la persistante vitalité de notre Société. Après un examen que vous comprendrez difficile, votre Commission a retenu, pour l'attribution du prix Bourdin, et a proposé au Conseil, le nom de notre collègue M. Marcel MOINE, statisticien du Comité national de défense contre la tuberculose, ex-statisticien de la Mission américaine pour la préservation de la tuberculose en France, pour les deux belles études insérées en 1926 et en 1927 dans notre Journal : la première, résumant le *développement de l'organisation antituberculeuse en France*, a été publiée dans le numéro du mois de février 1926; la seconde, intitulée *La Répartition de la population mondiale recensée vers 1920 et l'influence de l'immigration en France enregistrée au recensement de 1921*, a été insérée dans le numéro de mois de novembre 1927.

Établies avec un souci scrupuleux des bonnes méthodes d'observation, qui font la valeur des travaux statistiques, ces deux études traitent de graves problèmes, particulièrement dignes non seulement de l'attention d'économistes et d'hygiénistes, mais encore et surtout de celle des élus et des gouvernants. Elles ont semblé à votre Commission, contrainte à faire un choix difficile entre nombre de travaux remarquables, répondre à l'idée de notre ancien Président, fondateur du prix, et c'est dans ces conditions que nous présentons le nom de leur auteur à vos suffrages.

Dans sa réunion du 20 juin 1928, votre Conseil a, à l'unanimité, approuvé le choix de votre Commission. C'est en son nom que je vous demande de ratifier, par votre vote, l'attribution du prix Bourdin à notre collègue M. Marcel MOINE.

Le Rapporteur,
J. CADOUX.

(1) Les lauréats ont été successivement, depuis 1889 : MM. Alfred Neymarck, Émile Boutin, Pierre des Essarts, Léon Salefranque, Gustave Bienaymé, Maurice Bellom, Tous-saint Lona, Paul Meuriot, Maurice Yvernès, Gaston Roulleau, Paul Matrat, Alfred Barriol, Edmond Michel et le baron Mourre.